

**SELON L'ANCIEN DG DE L'AIEA, CLAUDE MANDIL**

# «La réflexion sur la subvention énergétique s'impose en Algérie»

**La réflexion sur la subvention à l'énergie en Algérie s'impose, selon l'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Claude Mandil.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Intervenant lors du Forum d'Alger, organisé par le cabinet de consulting en stratégie Emergy et le quotidien *Liberté*, hier, à l'hôtel Sheraton-Club-des-Pins, M. Mandil a estimé que l'Algérie doit participer davantage à l'effort commun, dans le monde, en matière de lutte contre les changements climatiques.

Il s'agit, selon cet expert, d'investir dans le développement des énergies renouvelables. Ce qui est le cas dans la mesure où un programme est lancé même si la maîtrise technologique totale reste problématique, selon le P-dg de Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, autre intervenant de ce forum. Il s'agit

également, selon l'ancien DG de l'AIE, de développer l'efficacité énergétique. A ce propos, M. Mandil a appelé à engager la réflexion sur la subvention à la consommation d'énergie. Voire concernant les prix des carburants qui ne sont pas assez élevés. Une invite qui ne manquera pas d'alimenter le débat même si la hausse des tarifs de l'énergie, électricité et gaz mais aussi des carburants n'est pas à l'ordre du jour dans notre pays.

Et cela même si Claude Mandil a estimé que l'Algérie doit valoriser ses ressources fossiles, dont les réserves sont importantes, et savoir les fructifier en matière de développement industriel, agricole et autres. Et des

réserves encore utilisables, Claude Mandil éludant la question de l'épuisement imminent des réserves, et notamment de gaz.

A charge, cependant, que les prix du gaz soient compétitifs et que l'Algérie accepte des prix moindres, et même si le

marché de destination du gaz algérien, l'Union européenne notamment, stagne, selon cet expert.

Consacré à la thématique des «Convulsions de la scène énergétique internationale et les perspectives à long terme», le Forum d'Alger est organisé par le cabinet Emergy,

dirigé par l'expert pétrolier international Mourad Preure.

En marge des débats, cet expert a estimé qu'il est inopportun pour l'Algérie de revoir son quota de production à la hausse, en dépit de l'envolée actuelle des cours du pétrole.

Dans la mesure où les prix actuels, de l'ordre de 110 dollars, reflètent une tendance conjoncturelle et que la chute brutale n'est pas à écarter, et que le pétrole risque d'être plus cher d'ici 10 ans, même si l'anticipation reste contrainte.

C. B.

**ARCELORMITTAL ANNABA**

## Reprise du travail après un arrêt de 48 heures

**Toutes les installations du complexe ArcelorMittal sont de nouveau fonctionnelles depuis vendredi soir, après un arrêt de travail qui a duré 48 heures.**

L'arrêt des machines a été provoqué par une trentaine de travailleurs qui ont bloqué, dans l'après-midi de mercredi dernier, les portes principales d'accès, empêchant leurs collègues de rejoindre leurs postes de travail.

Cette situation de blocage a été à l'origine du déplacement, jeudi en début de soirée, du directeur général et des autres cadres français du complexe au siège du géant mondial de la sidérurgie au Luxembourg, pour «consultation», selon l'interimaire du DG, qui assume les fonctions de directeur de la communication.

Ils estiment qu'il existe «trop d'interférences de l'extérieur et un climat délétère au sein du complexe, empêchant une activité

normale de l'usine». Il est fait à ce sujet référence au licenciement d'un chauffeur (Algérien) par le directeur (Français) du contrôle, suite à un incident futile ayant opposé les deux hommes. Le chauffeur affirme que le directeur l'aurait insulté en tenant des propos racistes.

Des camarades, ainsi que des dizaines de travailleurs de l'unité tuberie sans soudure (TSS), filiale, employant quelque 400 travailleurs, et qui se trouve à l'arrêt depuis près d'une année en raison du manque de commandes en ces produits, ont pris sa défense. C'est la goutte qui a fait déborder le vase pour les cadres français, 12 en totalité, qui ont quitté Annaba.

Devant cette situation,

le wali d'Annaba, Mohamed Ghazi, a réquisitionné les forces de la Gendarmerie nationale pour mettre fin au blocage de l'usine.

Ainsi, trois fourgons de la Gendarmerie nationale sont arrivés vendredi après-midi sur les lieux pour évacuer les récalcitrants et libérer le passage aux travailleurs qui ont fait redémarrer les machines dans la soirée même.

Même si c'est à la Centrale syndicale d'intervenir dans des conflits entre membres syndicaux, le wali d'Annaba n'est pas resté en marge de ce qui se déroulait dans cette entreprise du fer et de l'acier.

Et ce, dans un souci de rapprocher les points de vue des protagonistes et au-delà d'éviter à la région la fermeture d'une entité économique de premier ordre, faisant travailler plus de 5 000 pères de famille.

Par ailleurs, dans un communiqué rendu public samedi en fin d'après-midi, le SG du syndicat et le président du comité de participation de l'entreprise ArcelorMittal estiment que les derniers acquis auxquels sont arrivés les pouvoirs publics et l'employeur étranger pour des investissements colossaux de plus de 500 millions d'euros «n'ont pas été du goût de certaines forces occultes externes à l'usine, dérangées par cette réussite».

Tout en affirmant que ces forces essayent de «remettre en cause ces acquis par mercenaires interposés», les deux ailes du partenaire social appellent les travailleurs à mettre en échec ces tentatives pour la relance du complexe en le dotant de moyens technologiques modernes et performants à travers ce gigantesque plan d'investissement.

A. Bouacha

### Rectificatif

Dans l'article paru dans l'édition d'hier, intitulé «Développement énergétique : Sonelgaz mise sur les micro-entreprises», une erreur d'inversion de chiffres a été commise.

Il fallait lire, en fin d'article, M. Boutarfa a indiqué que les créances de Sonelgaz s'accumulent annuellement à 47 milliards de dinars... et non à 74 milliards comme publié. Nos excuses à M. Boutarfa et aux lecteurs.

### BÉCHAR : AFFAIRE DES CADRES DE L'HYDRAULIQUE

## Un verdict très attendu

L'annonce du verdict du procès en appel des membres du comité des marchés de la wilaya de Béchar, programmée pour lundi dernier, a été reportée à ce lundi 28 février.

Le représentant du ministère public avait, pour rappel, requis la peine maximale contre tous les prévenus, des directeurs de l'exécutif local. En première instance, des peines allant d'une année à trois ans de prison ferme avaient été prononcées par le tribunal de Béchar.

L'affaire dite des cadres de l'hydraulique continue de faire des vagues à Béchar.

Liès Mourad

### BOUMEDFAÂ (AÏN-DEFLA)

## Un véhicule fauché par un train : deux morts

Dans la nuit de vendredi à samedi vers 1h30 du matin, un train de marchandises venant d'Alger, le 4053, transportant du carburant et se dirigeant vers Chlef est entré en collision avec une Renault Symbol au moment de franchir un passage à niveau.

Les deux passagers dont le chauffeur, originaire de la ville d'El-Affroun (Blida), ont été tués sur le coup. Leurs dépouilles ont été évacuées vers l'hôpital Farès-Yahia de Miliana par les éléments de l'unité locale de la Protection civile. La brigade de gendarmerie de Boumedfaâ a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances précises qui ont prévalu à ce drame.

Karim O.

### LIBYE

## Vers l'isolement de Kadhafi

**Les violences se sont poursuivies, hier, contre les populations civiles libyennes. C'est notamment le cas à Benghazi, ville «libérée» située à l'est de la Libye, où des mercenaires recrutés par le régime de Mouammar Kadhafi ont ouvert le feu sur des manifestants qui se rendaient à des funérailles.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Selon l'Agence France presse, qui rapporte les propos d'un témoin, ces mercenaires avaient été déposés à Benghazi par deux hélicoptères.

Des scènes identiques se sont produites à Mushrata, troisième ville du pays, lorsque des mercenaires ont pris pour cible des personnes qui s'apprêtaient à pénétrer dans une mosquée.

A Tripoli, d'autres témoins font état de tirs à l'arme automatique dans certains quartiers de la capitale. La veille, vendredi, six manifestants ont été tués par des milices affiliées au clan Kadhafi.

Mais la situation reste toujours aussi tendue pour les milliers d'expatriés qui tentent de quitter le territoire libyen afin d'échapper aux violences.

C'est notamment le cas de 500 Algériens pour le rapatriement desquels l'Etat a décidé d'envoyer un ferry, le *Tassili 2*.

La Tunisie, de son côté, continue de recevoir un nombre très important d'étrangers, notamment des Egyptiens installés dans les villes de l'ouest. Tunis, qui fait déjà face à une crise sans précédent suite à la chute du régime de Ben Ali, éprouve des difficultés à prendre en charge ces migrants.

Sur le plan international, plusieurs pays occidentaux ont décidé de geler les avoirs du «Guide» libyen et de ses proches.

Quant à l'administration américaine, elle a décidé de soutenir la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU visant à l'instau-

ration d'une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les crimes commis ces derniers jours en Libye.

«Nous soutenons fermement l'établissement d'une commission d'enquête indépendante pour enquêter sur ces violations avec en ligne de mire l'assurance que leurs auteurs seront tenus responsables. Le Conseil a aussi recommandé la suspension de l'adhésion de la Libye et notre mission auprès des Nations unies à New York travaille avec ses partenaires de l'Assemblée générale pour contribuer à soutenir une résolution dans ce sens», a indiqué la secrétaire d'Etat américaine dans un communiqué officiel. De son côté, le gouvernement canadien a évoqué, hier, l'éventualité d'une saisine de la Cour pénale internationale pour enquêter sur les «exactions commises par le régime de Mouammar Kadhafi».

T. H.